L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 72 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI MATIN, 6 MARS.

LOUISIANE.

Nous empruntons les faits suivants au *Meschacébé* :

PAROISSE St CHARLES.—Les collecteurs des taxes ne font que paraître à St Charles. Edward Henderson, qui occupe cette lucrative fonction, a mis la clef sous la porte et gagné des régions inconnues avec ses pénates et sans doute aussi quelque menue monnaie.

—Le Mississippi monte rapidement, et ses propriétaires riverains réparent et fortifient leurs levées avec une louable activité. Espérons que le danger des crevasses sera partout écarté.

PAROISSE St JACQUES.—Le 22 février, est décédé sur l'habitation de M. J. Lacoste une vieille négresse, nommée Phébé, et âgée de 106 ans. Elle avait appartenu dans la M. Pierre Fayet.

—Nous regrettons d'apprendre qu'une petite fille de M. Péconl, âgée de 11 ans, a été mordue le 20 janvier dernier par un chien enragé, qui, lundi, 24 février, un accès de la terrible maladie dont on espérait qu'elle avait préservé chez elle le développement. La pauvre enfant, à l'heure où nous écrivons, a succombé à l'horrible mal. Nous ignorons si la rage a été communiquée et par quelle autre bête. Chabaud et Micou, appelés à donner un avis, n'ont pu que calmer les souffrances de l'agonie.

LA VIGNE.—On s'occupe beaucoup de la culture de la vigne dans le nord-ouest de la Louisiane.

THIBODAUX.—Le nouveau pont qui relie les deux rives du bayou Lafourche vient d'être terminé.

La *Sentinelle* nous apprend que nombre de planteurs de Lafourche ont pris la résolution de cultiver le riz au lieu de la canne à sucre.

—Le *Mémorial diplomatique* confirme la nouvelle que nous avons donnée de l'ouverture des négociations pour la conclusion d'un nouveau traité postal entre la France et les Etats-Unis. Voici ce que dit ce journal :

"Nous apprenons que le gouvernement des Etats-Unis ne reconvoquera aucune des propositions qu'il a faites et ne prendra pas l'initiative de nouveaux pourparlers.

Cette décision s'explique par diverses considérations, et notamment par ce fait que les Etats-Unis vont réduire à dix cent lignes la taxe postale intérieure pour toute l'étendue de l'Union américaine, et qu'une fois cette réforme opérée, il deviendra nécessaire de modifier les bases sur lesquelles le projet de convention aujourd'hui soumis à l'acceptation de la France a été formulé.

"Nous apprenons d'un autre côté qu'un certain nombre de négociants et de banquiers de Paris, qui font de grandes affaires avec les Etats-Unis, se sont réunis à l'effet de chercher s'il existe quelque moyen pratique et légal d'utiliser la voie anglaise pour faire parvenir leur correspondance en Amérique sans être astreints à la taxe de 1 fr. 20 c. par lettre."

BISMARCK ET GARIBALDI.—L'*Univers* a dit l'an une découverte où ne s'agit-il que d'un entrefilets à sensation ! Nous avons pas à le décider ; mais, ne fût-ce qu'à titre de curiosité, l'entrefilet suivant mérite d'être reproduit :

Nous recevons d'un haut personnage une information dont l'importance est assez grande pour mériter que cuper qui de droit fasse éclater la vérité. Cette personne affirme, d'après des informations puisées à une source complétement digne, que du 12 au 22 juillet 1870, M. de Gavard, ministre de Prusse près le saint-siége, allait son poste pour se rendre à Carlsbad.

Son absence aurait été fort courte, et il se serait embarqué à Livourne à bord d'un navire appartenant à la Prusse.

Nous ne pouvons en dire davantage, nous ne voulons pas développer un système qui aurait pour résultat d'obliger à l'histoire. Il y a là un devoir de conscience pour ceux qui sont en mesure de répandre la lumière sur le fait que nous ne pouvons qu'indiquer.

Si la démarche de M. le comte d'Arnim était prouvée, on saisirait une fois pour toutes jusqu'où vont les scrupules politiques du prince de Bismark, et une leçon de plus de quelle nature était le *patriotisme français* de Garibaldi.

LES PRÊTRES IRLANDAIS ET LES ÉLECTIONS.—Un jugement récent rend et un prêtres catholiques et d'un évêque irlandais, tous deux envoyés pour la cour d'assises, pour faits d'intimidations dans les élections de Galway, à comparaître à la barre de la catégorie actuelle, on ne compte que cinq accusés, les révérends Loftus, Quinn, O'Brien, O'Grady et l'évêque de Clonfert. On croit généralement que les débats dureront au moins dix jours, car il y a une centaine de témoins à entendre. Dans la première audience, l'attorney-général a cherché à établir les faits qui pèsent sur le révérend Loftus, et il les a réduits à quatre chefs d'accusation. Le premier et le plus grave repose sur un sermon prêché par le révérend dans son église de Dunmore, à la messe de midi.

Dans son discours, le curé a déclaré à ses paroissiens qu'ils seraient regardés comme des révégats et traités pour le major Trench, et il aurait terminé en disant que ceux dont le vote serait donné au major, mourraient réprouvés comme Caïn, et qu'un malédiction de Dieu s'étendrait jusque sur leurs enfants.

Le second chef d'accusation ressort d'injures proférées dans un lieu public. Le révérend Loftus aurait été, comparu un jour du vote. A Dunmore et à Tuam, le révérend Loftus s'était mis à la tête des rassemblements, qu'il excitait à se porter à des actes de violence contre les personnes connues pour sympathiser avec la cause du major Trench.

Le témoignage le plus important a été celui de Charles O'Loughlin. Cet homme assistait au sermon incriminé. Après la communion, le curé l'a insulté et a traité son frère Henry d'ivrogne et de canaille.

Une réelle sensation a causé la proclamation de M. Loftus, le premier des prêtres de Galway, accusés d'intimidation pendant les élections, n'est terminé hier soir. Le jury n'étant pas parvenu à se mettre d'accord, M. Loftus a été renvoyé des fins de la plainte.

L'AGRICULTURE.—Nous lisons dans la *France* :

Hier a eu lieu, au Grand-Hôtel, le banquet de la Société des agriculteurs de France, sous la présidence de M. Drouyn de Lhuys. Etaient aussi aux côtés de M. le comte de Bouillé, de Kergorlay, Pâris, député, et deux Anglais de distinction; nous avons au moins compté 140 convives, parmi lesquels se trouvaient nos grands agriculteurs.

Au dessert, M. Bordet a porté à M. le président un toast qui a été accueilli par de chaleureux applaudissements. Avec cet esprit gaulois qui le distingue, M. Drouyn de Lhuys a répondu à M. Bordet. Il a cité une charmante légende chinoise." Quand nos parents sont âgés, nous dit-il, nous les portons sur notre dos, et quand nous sommes vieux, nos enfants font de même pour nous." Cette légende, a-t-il ajouté, est pratiquée dans notre pays, et nous espérons que nos enfants nous porteront sur leur dos quand nous serons vieux.

M. Drouyn de Lhuys a reçu les témoignages les plus sympathiques.

M. Lecouilleux, secrétaire général, a porté un toast à la presse agricole et à la presse politique qui a voulu être invitées à cette fête de famille.

M. Barral, avec un tact exquis, a répondu chaleureusement à ce toast.

Un Anglais, dont le nom ne vient pas sous notre plume, a bu à la France, et il a cherché à faire comprendre que la France et l'Angleterre doivent se tenir fraternellement par la main.

M. le Felcourt a porté un toast à la Société royale d'Angleterre.

Voilà encore une bonne soirée pour l'agriculture.

—On lit dans *Paris-Journal* :

L'affaire de la rue de Surennes sera définitivement plaidée jeudi prochain, 20 février, devant la dixième chambre, présidée par M. Guyard. On pense qu'elle occupera deux audiences (jeudi et vendredi.)

Ainsi que nous l'avons dit, les prévenus sont au nombre de cinq : Mme Augustine Boudy, Mme Lambron, dite Mme Georges, la baronne Straussac, Mme Brocard et M. Georges Espinger.

Il se pourrait qu'une sixième personne vînt s'asseoir sur les mêmes bancs. Il s'agit d'un sieur X...., dont il a été beaucoup parlé, et qui était à la fois le principal soutien et le plus fidèle habitué de la maison. Le bruit courait, hier au palais que X..... serait poursuivi sous l'inculpation de complicité de mauvaises et de débauche.

Mes Dummil, Lachaud et Eug. Carré sont chargés de la défense.

C'est Me Champerdon, substitut du procureur de la République, qui portera la parole pour soutenir l'accusation. M. Champenon est le substitut qui a remplí, d'une façon si spirituelle et si remarquable, les fonctions du ministère public dans l'affaire Alice Regnault et Hugelmann.

Les bals par lesquels les escadres de France et des Etats-Unis rivalisent à Villefranche, ont fait éclore une charmante toilette nautico-mondaine, dont voici la description. Il s'agit de la toilette des dames, ce va sans dire.

Ce costume consiste en un jupon de velours avec un grand volant surmonté de deux petites têtes en soie de même couleur, d'une double jupe en mousseline très étoffé, relevée avec grosplis à l'aide d'un nœud-échappe, correspondant exactement au jupon par sa nuance ; d'un grand gilet sur lequel arrive une taille décolletée carrée dans le dos et formant postillon à gros plis superposés les uns les autres et laissant voir le dessous des plis.

Le devant de la tunique encadre le gilet ainsi que le tablier depuis les épaules jusqu'en bas par des rangées de boutons plaqué à sang exactement à l'intervalle ; les boutons sont très multipliés : leur nombre caractérise ce vêtement.

Les manches sont pistes jusqu'au coude ; là arrive un parement, manchette très étoffé, garni longitudinalement d'une douzaine de boutons. Il entre obligatoirement deux tons dans la composition de ce costume.

Les Evènements d'Espagne et la presse européenne.

La tournure que prennent les évènements en Espagne donne un intérêt tout particulier à l'opinion des journaux européens sur l'abdication du roi Amédée et sur la proclamation de la république.

Un journal de Madrid, la *Regeneracion*, publie l'article suivant ;

Amédée nous quitte ! Un nouvel étranger ne le remplacera pas. Don Alphonse ne peut revenir : il ne reste donc de possible qu'une seule solution, et cette solution est entre les mains des carlistes.

Il s'agit de la grande œuvre de sauver l'Espagne sans perdre les colonies, qui sont la chair et les os de l'Espagne.

Charles de Bourbon, de même que son auguste oncle, l'enfant du miracle, ne s'appelle pas la révolution ; il se nomme la réforme ; il se nomme encore l'oubli des erreurs dans lesquels nous avons tous vécu. Son nom veut dire encore : Restauration de l'Eglise catholique et libre ; son nom veut dire enfin : *Réconciliation !* C'est pour cela qu'avec l'aide des Espagnols, ses frères, il se propose de relever le grand édifice, où il ne resterea plus d'asile à l'impiété et au mensonge ; mais où, ainsi que le désirait Balmes, "se rencontreraient réunies ensemble toutes les opinions raisonnables, le respect de tous les droits et la sauvegarde de tous les intérêts légitimes."

Don Carlos de Bourbon ne peut ni ne veut être roi comme le fut dona Isabelle sa tante; il ne peut ni ne veut non plus être un roi comme l'a été son oncle don Fernando d'Assises.

Dans l'édifice que vient reconstruire don Carlos, tous les Espagnols pourront pénétrer sans humiliation aucune.

Le drapeau qui flottera au vent du ciel sera un trophée et celui de nos pères, celui de Castille, de l'Aragon, de la Navarre et des provinces basques; ce drapeau est celui sur lequel sont inscrites ces mots pour devise :

Dieu, Patrie, le Roi, la Justice et la Liberté !"

La *Regeneracion* est un journal carliste, il ne faut pas l'oublier. La hardiesse avec laquelle il arbore son drapeau au moment où la République est proclamée prouve qu'il se sent soutenu au moins par une fraction importante du public.

Le *Tiempo* se contente de dire : "La patrie est en péril. Dieu veuille jeter sur elle un regard de compassion !"

Le *Mémorial diplomatique* nous fournit la revue suivante des journaux :

Un évènement domine tous les autres pour le moment : c'est l'abdication du roi Amédée et la révolution pacifique qui en a été la suite en Espagne.

"Les rois s'en vont"..... écrit le *Journal des Débats*. Il y a déjà longtemps que le mot a été fit ; mais jamais il n'avait été si bien réalisé. On avait vu des rois abdiquer en faveur de leurs enfants, on en avait vu forcé de fuir devant des révolutions; on n'en avait pas encore vu faisant tranquillement leurs malles et prenant le chemin de fer comme le commun des martyrs.

Le dernier roi d'Espagne, au moins en date, est donc parti, emmenant sa femme et un enfant de huit jours, qui n'aura pas connu et ne connaîtra peut-être jamais le ciel de sa passagère patrie. Il n'en est allé honnêtement, comme il était venu. En disant à ses sujets inconnus, dont il parlait peu la langue : "Je ne m'imposerai jamais ; je pourrai être roi malgré moi, mais non malgré vous." Ses adieux à son peuple n'ont été convenables et dignes, et respirent un accent d'honnêteté, de fatigue et d'ennui."

Appréciant ensuite le brusque changement auquel ce départ a donné lieu, l'écrivain des *Débats* ne dissimule pas que l'établissement de la République en Espagne, dans les circonstances présentes, lui inspire des appréhensions; et ces appréhensions, c'est à la France qu'il pense en les exprimant.

"Il nous est est impossible, dit-il, de partager le contentement manifesté parle parti républicain en France. Nous ne le trouvons ni sensé, ni politique, ni clairvoyant. Nos républicains n'auraient craindre, au contraire, que cette dernière révolution ne soit un danger pour eux-mêmes, et la satisfaction une fortune les aveugle sur les risques que la République espagnole pourrait faire courir à la République française. Ils oublient que toute l'Europe est monarchique, que le dernier roi, bien représentant la Révolution, la représentait avec le similacre d'une couronne, et rassurait par son titre le régime monarchique dominant en Europe.

La *République française* rend ainsi justice aux sentiments qui ont inspiré au jeune roi sa détermination :

"La retraite d'Amédée de Savoie n'est le fait ni d'une âme ni d'un esprit vulgaires. Les rois, ses frères, lui jetteront peut-être l'injure et le mépris pour avoir ainsi foulé aux pieds les principes monarchiques ; mais les hommes gens de tous les pays, les hommes libres et éclairés de toutes les nations apprécieront comme ce qu'il y a de dignité et de profondeur politique dans l'acte spontané qui vient de mettre fin à l'éphémère existence de la dynastie de Savoie en Espagne."

Le *XIXe Siècle* émet un jugement identique :

"Don Amédée n'avait pas sollicité la couronne ; les Cortès étaient venus la lui offrir, et du jour où il l'avait acceptée, il comprend fort bien qu'il ait tenu à honneur de la défendre aussi bien contre les factions de cour que contre les vieilles factions. Mais il faut le féliciter de ne s'être point obstiné dans la lutte au-delà de ce que commandait le soin de sa dignité, et surtout d'avoir fait acte d'homme, le jour où il lui a été démontré que, tout roi qu'il était, c'est le rôle d'un mannequin qu'on voulait lui faire jouer."

Le *Constitutionnel* se demande quelles conséquences sont à prévoir de l'inauguration de la République en Espagne et combien de temps elle durera :

"Deviendra-t-elle le gouvernement régulier et normal du pays, ou ne servira-t-elle qu'à préparer les voies soit à don Carlos, soit à Isabelle, soit à Alphonse ? C'est là le secret de l'avenir ; mais, vu le caractère des Espagnols, vu leurs attaches et leurs traditions, d'un avenir très prochain. Nous attendrons, que les nouvelles inspirent plus de confiance et que la physique consistance pour nous prononcer."

Si nous passons à la presse étrangère, nous la voyons également apprécier d'un esprit favorable la conduite personnelle du prince dans la situation anormale où il se trouvait.

Le *Times* dit que l'abdication du roi Amédée d'Espagne est un dénouement auquel il fallait s'attendre d'après tout ce qui s'est passé dans ce pays. Les personnages les plus haut placés ont si nettement affirmé l'impossibilité d'acclimater en Espagne la dynastie étrangère, que le roi devait finir par trouver sa situation insupportable. Néanmoins, il y a une grande différence entre la position de la plupart des princes déposés de notre siècle et celle du duc d'Aoste. Les autres sont tombés à cause de leurs vices, de leur faiblesse, de leur témérité ou de leur stupidité ; le duc d'Aoste, au contraire, a été appelé au trône par les représentants de la nation, a fait son possible pour remplir ses devoirs, et s'il est obligé de se retirer, c'est parce que les Espagnols ne veulent pas être gouvernés par un étranger.

Dans ces circonstances, conclut le journal de la Cité, don Amédée a bien fait de se retirer, et sa démission est une perte pour l'Espagne plutôt que pour lui-même.

La plupart des autres organes de la presse anglaise expriment la crainte que l'Espagne ne devienne la proie des factions qui la divisent.

Le *Nord*, de Bruxelles, trouve que le message dans lequel Amédée a fait connaître sa résolution est "conçu dans les termes les plus dignes et ne ménage pas les vérités aux Espagnols, auxquels il reproche d'avoir fait passer les intérêts de ce parti avant ceux du pays ;" puis il ajoute :

"L'abdication a été agréée à l'unanimité. La sévérité du message n'a pas dû être étrangère à ce vote unanime. Les représentants de la nation ne pouvaient être flattés d'entendre traiter aussi durement devant l'opinion du monde entier. En tout cas, on ne peut que féliciter le jeune prince de la dignité avec laquelle il abandonne la tâche ingrate qu'il avait acceptée. Pour sa renommée et sa gloire, son dernier acte de souverain ne sera peut-être pas le moins méritoire de son règne de si courte durée."

INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI. — Longuet, cultivateur à Concevreux (Aisne), est accusé devant le jury de l'Aisne d'avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi, à l'effet de lui fournir des secours et des armes ou de seconder le progrès de ses armes.

Longuet avait notamment dénoncé un propriétaire de la localité, M. Pochet, conseiller d'arrondissement, comme logeant chez lui des jeunes gens qui craignaient d'être enlevés par les Prussiens. Une perquisition eut lieu; Longuet accompagna l'officier prussien et on le vit au domicile du geste la maison suspecte. Les jeunes gens avaient quitté la cave où ils s'étaient en effet réfugiés.

Le lendemain, l'armée ennemie se retire, Longuet est mis en arrestation par les habitants de la commune. Survisenant de nouvelles troupes allemandes, celles-ci mirent Longuet en liberté. Il fut consulté dans une instruction provoquée par un officier prussien, que Longuet avait indiqué le nombre de fusils cachés dans la commune et qui durent être livrés à l'ennemi.

Devant le jury, Longuet avoué seglement avoir dit aux soldats qui cherchaient des fusils chez lui : " Il y en a plutôt chez Pochet." L'accusé est un homme plein de bains, qui trouvait dans l'occupation prussienne, par l'enlèvement de Pochet, à faire sa vengeance. Il avait exprimé en 4 septembre l'espoir de voir revenir 93 pour faire fusiller Pochet, son ennemi, et on adjoint à la commune.

Longuet a été condamné à cinq années de détention.

— Les résultats du recensement terminé dans la Grande-Bretagne et en Irlande le 3 avril 1871 viennent d'être publiés officiellement : ils forment deux gros volumes de près de 800 pages chacun.

La population du Royaume-Uni, non compris l'armée, la marine et les marins à l'étranger, était à cette époque, de 31 millions 845,398 individus ; elle s'élevait que de 29,070,993 en 1861 ; c'est donc une augmentation de 2,257,405, ou de 8.8 p. 100 en dix années ; tous trois en Irlande la population a décru de 6.7 p. 100.

Le nombre des individus compris dans l'armée, dans la marine militaire et marchande est évalué à environ 289,000.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Mardi, 19 février.

Les Cortès ont fait un gouvernement composé de MM. Figueras, président du conseil, dix par 246 voix; Pi y Margall, ministre de l'intérieur, 243; Cordova, ministre de la guerre, 230; Nicolas Salmeron, ministre de la justice, 240; Francisco Salmeron, ministre d'Ultramar, 238; Beranger, ministre de la marine, 245; Castelar, ministre des affaires étrangères, 245; Becerra, ministre des travaux publics, 233; Echegaray, ministre des finances, 242.

Les nouveaux ministres prennent place au banc ministériel.

M. Figueras, président du conseil, dit qu'il doit au nom du principe politique, et que si M. Orense avait été présent, c'est lui qui aurait été élu.

M. Figueras ajoute qu'il faut que les élections soient libres. Il lit des télégrammes constatant que l'ordre règne partout; il espère que la République est établie pour toujours en Espagne et qu'elle exercera une juste influence dans l'Occident de l'Europe. Il croit que les autres nations de la race latine ne tarderont pas à imiter l'Espagne.

Le gouvernement assure l'intégrité nationale.

La séance est levée. Demain aura lieu l'élection du président de Cortès.

Madrid est tranquille. Illuminations.

LA QUESTION DE L'ASIE CENTRALE.

Voici le texte de la dépêche qui clôt la correspondance officielle entre les gouvernements d'Angleterre et de Russie, au sujet de la question de l'Asie centrale :

Le prince Gortschakoff au comte Brunnow, Saint-Pétersbourg, 19-31 janvier 1873.

Monsieur le comte,—Lord Augustin Loftus m'a communiqué la réponse du principal secrétaire d'Etat de S. M. B., à notre dépêche du 19 décembre, sur l'affaire de la Nid-Orientale au sujet de laquelle j'ai eu l'occasion de vous entretenir dans les différentes conférences que nous avons eues ensemble.

Le cabinet britannique y comprend Radetzan et Walenn qui, suivant nous, jouissaient d'une certaine indépendance. Considérant la difficulté d'établir les faits, en tous leurs détails, dans ces régions éloignées, considérant les facilités plus grandes que possède le gouvernement britannique pour recueillir les données précises, et surtout considérant notre désir de ne pas donner à cette question de détail, plus d'importance qu'elle n'en doit avoir, nous ne refusons pas d'agréer la ligne frontière posée par l'Angleterre.

Nous inclinons d'autant plus vers cet acte de courtoisie, que le gouvernement anglais s'engage à user de toute son influence auprès de Shere Ali, afin de l'amener à conserver une attitude pacifique, et à insister auprès de lui pour qu'il renonce à toutes mesures d'agression ou de conquête, tranquillisant leurs malles et prenant le chemin de fer comme le commun des martyrs.

Le dernier roi d'Espagne, au moins en date, est donc parti, emmenant sa femme et un enfant de huit jours, qui n'aura pas connu et ne connaîtra peut-être jamais le ciel de sa passagère patrie. Il n'en est allé honnêtement, comme il était venu. En disant à ses sujets inconnus, dont il parlait peu la langue : "Je ne m'imposerai jamais ; je pourrai être roi malgré moi, mais non malgré vous." Ses adieux à son peuple n'ont été convenables et dignes, et respirent un accent d'honnêteté, de fatigue et d'ennui."

Appréciant ensuite le brusque changement amené ce départ a donné lieu, l'écrivain des *Débats* ne dissimule pas que l'établissement de la République en Espagne, dans les circonstances présentes, lui inspire des appréhensions; et ces appréhensions, c'est à la France qu'il pense en les exprimant.

"Il nous est est impossible, dit-il, de partager le contentement manifesté parle parti républicain en France. Nous ne le trouvons ni sensé, ni politique, ni clairvoyant. Nos républicains n'auraient craindre, au contraire, que cette dernière révolution ne soit un danger pour eux-mêmes, et la satisfaction une fortune les aveugle sur les risques que la République espagnole pourrait faire courir à la République française. Ils oublient que toute l'Europe est monarchique, que le dernier roi, bien représentant la Révolution, la représentait avec le similacre d'une couronne, et rassurait par son titre le régime monarchique dominant en Europe.

La *République française* rend ainsi justice aux sentiments qui ont inspiré au jeune roi sa détermination :

"La retraite d'Amédée de Savoie n'est le fait ni d'une âme ni d'un esprit vulgaires. Les rois, ses frères, lui jetteront peut-être l'injure et le mépris pour avoir ainsi foulé aux pieds les principes monarchiques ; mais les hommes gens de tous les pays, les hommes libres et éclairés de toutes les nations apprécieront comme ce qu'il y a de dignité et de profondeur politique dans l'acte spontané qui vient de mettre fin à l'éphémère existence de la dynastie de Savoie en Espagne."

Le *XIXe Siècle* émet un jugement identique :

"Don Amédée n'avait pas sollicité la couronne ; les Cortès étaient venus la lui offrir, et du jour où il l'avait acceptée, il comprend fort bien qu'il ait tenu à honneur de la défendre aussi bien contre les factions de cour que contre les vieilles factions. Mais il faut le féliciter de ne s'être point obstiné dans la lutte au-delà de ce que commandait le soin de sa dignité, et surtout d'avoir fait acte d'homme, le jour où il lui a été démontré que, tout roi qu'il était, c'est le rôle d'un mannequin qu'on voulait lui faire jouer."

Le *Constitutionnel* se demande quelles conséquences sont à prévoir de l'inauguration de la République en Espagne et combien de temps elle durera :

"Deviendra-t-elle le gouvernement régulier et normal du pays, ou ne servira-t-elle qu'à préparer les voies soit à don Carlos, soit à Isabelle, soit à Alphonse ? C'est là le secret de l'avenir ; mais, vu le caractère des Espagnols, vu leurs attaches et leurs traditions, d'un avenir très prochain. Nous attendrons, que les nouvelles inspirent plus de confiance et que la physique consistance pour nous prononcer."

Si nous passons à la presse étrangère, nous la voyons également apprécier d'un esprit favorable la conduite personnelle du prince dans la situation anormale où il se trouvait.

Le *Times* dit que l'abdication du roi Amédée d'Espagne est un dénouement auquel il fallait s'attendre d'après tout ce qui s'est passé dans ce pays. Les personnages les plus haut placés ont si nettement affirmé l'impossibilité d'acclimater en Espagne la dynastie étrangère, que le roi devait finir par trouver sa situation insupportable. Néanmoins, il y a une grande différence entre la position de la plupart des princes déposés de notre siècle et celle du duc d'Aoste. Les autres sont tombés à cause de leurs vices, de leur faiblesse, de leur témérité ou de leur stupidité ; le duc d'Aoste, au contraire, a été appelé au trône par les représentants de la nation, a fait son possible pour remplir ses devoirs, et s'il est obligé de se retirer, c'est parce que les Espagnols ne veulent pas être gouvernés par un étranger.

Dans ces circonstances, conclut le journal de la Cité, don Amédée a bien fait de se retirer, et sa démission est une perte pour l'Espagne plutôt que pour lui-même.

La plupart des autres organes de la presse anglaise expriment la crainte que l'Espagne ne devienne la proie des factions qui la divisent.

Le *Nord*, de Bruxelles, trouve que le message dans lequel Amédée a fait connaître sa résolution est "conçu dans les termes les plus dignes et ne ménage pas les vérités aux Espagnols, auxquels il reproche d'avoir fait passer les intérêts de ce parti avant ceux du pays ;" puis il ajoute :

"L'abdication a été agréée à l'unanimité. La sévérité du message n'a pas dû être étrangère à ce vote unanime. Les représentants de la nation ne pouvaient être flattés d'entendre traiter aussi durement devant l'opinion du monde entier. En tout cas, on ne peut que féliciter le jeune prince de la dignité avec laquelle il abandonne la tâche ingrate qu'il avait acceptée. Pour sa renommée et sa gloire, son dernier acte de souverain ne sera peut-être pas le moins méritoire de son règne de si courte durée."

INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI. — Longuet, cultivateur à Concevreux (Aisne), est accusé devant le jury de l'Aisne d'avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi, à l'effet de lui fournir des secours et des armes ou de seconder le progrès de ses armes.

Longuet avait notamment dénoncé un propriétaire de la localité, M. Pochet, conseiller d'arrondissement, comme logeant chez lui des jeunes gens qui craignaient d'être enlevés par les Prussiens. Une perquisition eut lieu; Longuet accompagna l'officier prussien et on le vit au domicile du geste la maison suspecte. Les jeunes gens avaient quitté la cave où ils s'étaient en effet réfugiés.

Le lendemain, l'armée ennemie se retire, Longuet est mis en arrestation par les habitants de la commune. Survisenant de nouvelles troupes allemandes, celles-ci mirent Longuet en liberté. Il fut consulté dans une instruction provoquée par un officier prussien, que Longuet avait indiqué le nombre de fusils cachés dans la commune et qui durent être livrés à l'ennemi.

Devant le jury, Longuet avoué seglement avoir dit aux soldats qui cherchaient des fusils chez lui : " Il y en a plutôt chez Pochet." L'accusé est un homme plein de bains, qui trouvait dans l'occupation prussienne, par l'enlèvement de Pochet, à faire sa vengeance. Il avait exprimé en 4 septembre l'espoir de voir revenir 93 pour faire fusiller Pochet, son ennemi, et on adjoint à la commune.

Longuet a été condamné à cinq années de détention.

— Les résultats du recensement terminé dans la Grande-Bretagne et en Irlande le 3 avril 1871 viennent d'être publiés officiellement : ils forment deux gros volumes de près de 800 pages chacun.

La population du Royaume-Uni, non compris l'armée, la marine et les marins à l'étranger, était à cette époque, de 31 millions 845,398 individus ; elle s'élevait que de 29,070,993 en 1861 ; c'est donc une augmentation de 2,257,405, ou de 8.8 p. 100 en dix années ; tous trois en Irlande la population a décru de 6.7 p. 100.

Le nombre des individus compris dans l'armée, dans la marine militaire et marchande est évalué à environ 289,000.

SPECTACLES, &c.

Théâtre de l'Opéra.

L. PLACIDE CANONGE.....Directeur
Jeudi, 6 Mars 1873.
LA GRACE DE DIEU,—Dorus et Sœurs.
Samedi, 8 Mardi à Midi prédit.
LES CHEVALIERS DU BROUILLARD.
6 mars—1

Théâtre des Variétés.

Prochainement deux représentations, seulement, de passage de
La Troupe d'Opéra-Bouffe de Paris,
D'AIRÈS.

Ce soir, Jeudi, 6 Mars,
LE PETIT FAUST,
Alcée, dans le rôle de Mephisto,
Benoît, dans celui de Marguerite,
Jutigny, dans celui de Siebel,
Lecuyer, dans celui de Valentin.
—Ensemble—
La scène des Gendarmes de GENEVIÈVE DE BRABANT.
Vendredi — Séance de Mlle Roland et de Mr. Jules—UN JOUR AUX ENFERS.
Samedi, à midi.—Matinée d'Adieu—GENEVIÈVE DE BRABANT.
Samedi, soir.—Représentation d'adieu—LA GRANDE DUCHESSE.
PRIX—POUR L'OPERA comme d'habitude.
Toutes les places sont réservées aux Matinées.

LUNDI, 10 mars 1873—Lavrence BARRETT dans THE MAN O'ARILE.
mars

Académie de Musique.

Bénéfice d'Adieu de KATIE PUTNAM.
Vendredi, 7 mars 1873.
Elle aura l'honneur de chanter une nouvelle chanson de Pompon, écrite spécialement pour elle par le maestro Bidegard et le Prince de la Nid-O'rientale au bénéfice duquel l'acte de la Nid-O'rientale est donné dans lequelle il y a un couplet pour chaque Compagnie, sans l'augmentation se composera de la comédie : THE UNUSUAL MANCE ; — spécialité de Katie : THE LITTLE REBEL.

Académie de Musique.

Propriétaire et Directeur..... D. BIDWELL
Trésorier..... J. KITTREDGE.
Edwin Brown, directeur de la Troupe de Comédie de KATIE PUTNAM.
Grande attraction, pour une semaine seulement, et une Matinée, Samedi, commençant
Lundi soir, 3 Mars 1873.
La belle et célèbre jeune artiste,
Mlle KATIE PUTNAM,
Et sa grande et populaire Troupe de Comédie.
Katie Putnam, dans son rôle—où elle n'a pas de Rivale—de Lizzie, qui est la Marguise, du grand drame
OLD CURIOSITY SHOP.
Elle donne ses chants et ses danses si goûtés du public : "Dan Candee" et "Kept Under at the Door", ainsi que son Grand Solo de Banjo et Castagnettes, par Dick et la Marquise, intitulée "THE APPLE OF MY EYE."
Chansons, Danses, et Exercices sur la Corde
Pour tous autres détails, voir le programme du Jour. Lundi soir, Programme pour tous les jours, Mard.—"Faschon the Cricket."
Mercredi—Mog's Diversion and Stage Struck.
Jeudi—Cendrillon et Mr. Wept Over et Mrs. Vendredi—Bénéfice d'adieu de Katie Putnam.
Samedi, à midi—Matinée de Katie Putnam.
2 mars

Théâtre St-Charles.

Propriétaire..... THE DE BAR
Le célèbre acteur américain,
Mlle CARLOTTA LECLERCQ,
Mardi, Mercredi, Jeudi soir, 6 Mars,
LONDON ASSURANCE.
Vendredi—Bénéfice de Mlle Leclercq
MARKS AND PACES.
Samedi—A Midi, Matinée—Mlle La Clercq.
L'ouverture commence à 7 heures et demie.
6ma s

Le Grand Musée d'Anatomie,

Au No 46 de rue St-Charles.

EST ouvert tous les jours, pour les messieurs seulement. Une LECTURE sur la faiblesse nerveuse, par le docteur Caron, aura lieu tous les jours à 2 heures de l'après-midi. Prix d'entrée, 25 cents.
Nlle Orléans, 27 février 1873. 7déc—1an

RAFFINERIE PELTON,

Aux Nos. 128 à 130 de la rue des Magasins.

SUCRES RAFFINÉS, de toutes les qualités, en boucaots et en barils;
MÉLASSE DE LA LOUISIANE, RECUITE, en barils, demi-barils et barillets.
GOLDEN SYRUP NONPAREIL, DE LA LOUISIANE, en barils, demi barils et barillets.
A vendre en lots au gré des acheteurs.
Nous avons maintenant en magasin du pur bleu ciel pour blanchir le GOLDEN SYRUP NONPAREIL DE LA LOUISIANE. Nous garantissons qu'il est parfaitement pur, sain et le meilleur sirop de table.
1 mars—1m

MADAME ALABAU,

91 CONTI ..... CONTI 91
Champion Costume Store of America.

VIENT de recevoir 4,000 Costumes et Dominos brodés en lames pour dames et messieurs, tels que :
Rois, Princes, Ducs, Comtes, Marquis, Pages, Barons, Reines, Princesses, etc. etc.
Et Armures, Cous, Mexicos, Démons, Singes Chefs, Grecs, Romains et tous les Costumes.
Rappelez-vous que c'est Mme Alabau qui a fourni les costumes de "LA ROI CARNAVAL" et ces Ministres, le Mardi Gras passé.
Costumes faits sur commande et loués à des prix très modérés.
Vos vous trompez pas de magasin,
91 Rue Conti 91
1er février au 19 mars.

Académie de Musique.

Bureaux de l'Ingénieur de la Compagnie de Levées de la Louisiane.
AU No. 82 DE LA RUE CARONDELET. S. C.
FERMEZ VOS LEVÉES.

TOUT les propriétaires riverains sont invités de manière plus urgente à fermer complétement les levées contre les eaux d'été qui approchent avec la fonte. CET ORDRE EST PEREMPTOIRE. Nous faisons inspecter toute la ligne de levées et emporons n'avoir pas besoin de recourir aux poursuites devant les Tribunaux contre les personnes qui, en violation de la loi, compromettent les levées.
Par ordre du Bureau de Levées,
2 mars—6t C. G. FORSHEY, Ingénieur en chef.

Faïence! Porcelaine!
Verrerie et Articles de Ménage,
à des prix raisonnables.

E. F. MIOTON,

47..... RUE ROYALE..... 47

AYANT, en ce moment, un stock important et varié de Faïence, de Porcelaine et d'articles de Ménage, offre de s'écouler à des prix très raisonnables et basés sur l'état actuel des affaires.
Il invite les marchands et les habitants de la campagne, ainsi que le public à venir visiter son magasin avant d'acheter ailleurs.
9 fév—3m

Avis.

LA mort de notre client Oliver H. Simmons a mis fin à notre association dans la vente de
BLOCKMB, BALDWIN & CO.
Nlle-Orléans, 4 février 1873. 4 fév—10m

CHEAP JOHN!

LES personnes qui désirent économiser leurs argent feront bien de visiter le magasin de CHEAP JOHN, Corrosive aller au magasin de
CHEAP JOHN,
No 74 Royale, entre St-Louis et St-Louis.
Vis à vis de la cour des Ursulines, les marchandises seront vendues à bon marché.
J. CHESNEY.

Le Collége Commercial de Dolbear

EST ouvert de 9 heures du matin à 3 heures du soir. Les élèves peuvent commencer un nouveau cours : Février, le trente des Rois, l'arithmétique est les Rangées. Il y a aussi des leçons de vive et d'écriture pour les dames.

AVIS AUX EXPÉDITEURS.

AUCUN RETARD QUELCONQUE A CAUSE DES GLACES ET DES BASSES EAUX.
Arrivée à Texas-Point, Palais de Pêcheurs, vingt Dalrez.
Connaissements pour nos bateaux, aux bureaux de
Chemin de Fer Central de Pittsburg,
No 58, rue Carondelet.
Nlle-Orléans, 1er février 1873.
1 fév—1m

DENTISTES.

66 - - Rue Bienville - - 66
Encoignure Royale.

Le Dr L. DUPERRON, Dentiste, tient son Cabinet ouvert de 9 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Il donne des consultations, fait toutes sortes d'opérations sur et remplace les dents perdues par des dents artificielles et naturelles qui agissent absolument comme les dents naturelles. Prix modérés et travail entièrement garanti.
Petit monde et travail entièrement garanti.
1 fév—1m

Révolution! Révolution!
LES DENTS!

$400.....les Mâchoires.....$400
—Prix ordinaires $20—
LE Dr. MALOHEY, en No 187 de la rue du Canal, près de la rue Carondelet, a f